



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE,  
DES FINANCES  
ET DE LA SOUVERAINETÉ  
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté  
Égalité  
Fraternité

# BRÈVES ÉCONOMIQUES

## Mexique, Amérique centrale & Caraïbes

Une publication du Service Économique Régional de Mexico

En collaboration avec les Services économiques de Guatemala, La Havane, Saint-Domingue et Panama  
Semaine du 24 octobre 2024

Selon l'Institut National de Statistiques et de Géographie (INEGI), en août 2024, l'activité économique aurait légèrement diminué, affichant une croissance mensuelle de - 0,3 %, contre + 0,6 % le mois précédent. Ce chiffre reflète la poursuite du ralentissement observé ces derniers mois.

### LE CHIFFRE A RETENIR

**- 0,3 %**

Taux de croissance en  
g.m. de l'Indice Global de  
l'Activité Économique en  
août 2024  
(INEGI)

Les activités primaires, incluant l'agriculture et l'élevage, auraient continué de se contracter, avec une baisse de 2,1 % en g.a., signalant un affaiblissement persistant de ces secteurs. Les activités secondaires se sont également contractées (- 0,3 % en g.a.). Selon l'INEGI, cette baisse serait notamment liée à la faiblesse de la demande externe de produits manufacturés.

En revanche, les activités tertiaires, incluant le secteur des services, auraient enregistré une croissance plus solide de 2,2 % en g.a. Ce résultat positif pourrait être attribué à une reprise modérée de la consommation dans des secteurs tels que le commerce et les services de transport.

# Mexique

## Nearshoring

**Le gouvernement mexicain envisage de mettre en place des incitations fiscales pour attirer des investissements étrangers dans le secteur stratégique des semi-conducteurs.** Lors du forum organisé à Ciudad Juárez en collaboration avec l'ambassade des Etats-Unis au Mexique et la Chambre nationale de l'industrie électronique, des télécommunications et des technologies de l'information (Canieti), Luis Rosendo Gutiérrez, sous-secrétaire au Commerce extérieur, a souligné l'intérêt croissant des investisseurs américains et mexicains pour développer ce secteur, largement dominé par Taïwan, sur le territoire mexicain. L'administration de Claudia Sheinbaum a déjà entamé des discussions avec des entreprises telles que Foxconn ou Intel afin de relocaliser certaines étapes de production au Mexique. En parallèle, le gouvernement collabore avec les États-Unis, notamment dans le cadre de la loi CHIPS, qui prévoit d'allouer 500 M EUR sur cinq ans pour soutenir la fabrication de semi-conducteurs dans sept pays partenaires dont le Mexique. Gutiérrez a également souligné que le Mexique chercherait à harmoniser ses politiques avec celles de ses partenaires du T-MEC, tout en surveillant de près les pratiques commerciales chinoises jugées déloyales. Cependant, il a précisé que cela ne signifiait pas une rupture avec la Chine ni un rejet des investissements chinois, le Mexique restant ouvert aux opportunités tout en protégeant ses relations avec ses partenaires nord-américains.

**Malgré les menaces de mesures protectionnistes répétées du candidat Donald Trump, le constructeur automobile chinois Chery continue de miser sur le Mexique pour s'établir durablement sur le continent américain.** L'entreprise a déjà sélectionné 15 fournisseurs internationaux en vue de l'installation d'une usine de production et d'un centre de recherche dans le pays. Lors d'une conférence mondiale de l'innovation organisée à Wuhu, réunissant plus de 600 participants, dont des entreprises mexicaines, le PDG de Chery a indiqué que des discussions étaient en cours avec plusieurs États fédéraux mexicains. Bien que l'annonce officielle de cet investissement ait été retardée à début 2025, Chery considère le Mexique comme une plateforme stratégique pour accéder aux marchés américain, canadien et latino-américain. Malgré la baisse des ventes au Mexique de Chery, causée par une pénurie de pièces détachées, les exportations mondiales du groupe continuent de croître, représentant près de la moitié de leurs ventes. Chery, qui a vendu 1,8 M de véhicules en 2023, devenant le principal exportateur automobile chinois, poursuit sa collaboration avec des acteurs locaux pour sécuriser sa chaîne d'approvisionnement et répondre à la demande croissante.

**Les travaux de révision de l'Accord de libre-échange entre le Mexique, les États-Unis et le Canada (T-MEC) ont officiellement commencé ce mercredi 23 octobre à Washington.** Une délégation mexicaine, conduite par le sous-secrétaire au Commerce extérieur Luis Rosendo Gutiérrez, a entamé des pourparlers avec des responsables américains. En amont de ce déplacement, des réunions de coordination ont été tenues avec l'équipe commerciale de l'ambassade des États-Unis au Mexique afin d'affiner les préparatifs de cette visite. Prévus pour juillet 2026, cette révision fait partie du calendrier fixé par l'accord, en vigueur depuis juillet 2020. Bien qu'il s'agisse d'une simple révision et non d'une renégociation, les résultats des élections présidentielles américaines pourraient influencer le cours des échanges. Le candidat Donald Trump a, en effet, exprimé son souhait de renégocier en profondeur le T-MEC s'il est réélu. La délégation mexicaine se rendra ensuite au Canada pour harmoniser les positions.

**Le gouvernement mexicain a présenté une réforme de la Loi fédérale du travail visant à encadrer les conditions des chauffeurs et livreurs travaillant via des plateformes numériques telles qu'Uber et Rappi.** Cette réforme, qui concerne environ 658 000 travailleurs, introduit des droits sociaux, notamment l'accès à la sécurité sociale via l'Institut mexicain de la sécurité sociale (IMSS), ainsi qu'une assurance contre les accidents du travail. Les travailleurs gagnant au moins un salaire minimum mensuel auront accès à des prestations comme la retraite. La proposition sera soumise au Congrès prochainement.

## Finances publiques

**Le FMI estime que la stratégie de consolidation fiscale de Claudia Sheinbaum permettra de ramener le déficit mexicain à 3,5 % du PIB en 2025, contre 5,9 % cette année.** Ce déficit, le plus élevé en une décennie, reflète l'héritage du gouvernement précédent et dépasse même celui enregistré pendant la pandémie. Toutefois, cette réduction progressive, qui devrait se poursuivre jusqu'en 2029, implique une diminution des dépenses publiques, ce qui suscite des inquiétudes parmi les industriels. La Confédération des Chambres Industrielles du Mexique (Concamin) redoute un impact négatif sur les infrastructures stratégiques, essentielles au développement économique. Dans ce contexte, les acteurs économiques appellent à un dialogue ouvert avec le gouvernement pour s'assurer que les secteurs prioritaires, comme l'éducation, la santé et l'énergie propre, ne soient pas négligés, tout en encourageant l'investissement privé pour maintenir la dynamique de croissance.

**Les revenus pétroliers, longtemps essentiels pour les finances publiques mexicaines, ont considérablement diminué, passant de 2,2 % du PIB en 2015 à seulement 1,1 % en 2023.** Selon un rapport publié par le Centre de recherche économique et budgétaire (CIEP), cette baisse, accentuée par la chute de la

production, affecte particulièrement les États de Campeche et Tabasco, qui ont vu leurs revenus diminuer de 12,5 % et 3,9 % respectivement. Le CIEP souligne que la transition énergétique devrait davantage accentuer ces pertes et accroîtrait la nécessité de diversifier les revenus locaux. Dans ce contexte, Pemex, déjà sous pression financière, a annoncé le report de plusieurs projets clés au quatrième trimestre 2024, y compris des projets d'exploration et de forage, pour économiser 1,35 Md USD. Ces difficultés s'inscrivent dans un contexte de forte pression financière pour l'entreprise pétrolière, liée à la gestion de sa dette massive et au difficile maintien de sa production, exacerbant les problèmes pour les finances publiques et soulignant l'urgence de réformes structurelles.

### Indicateurs bourse, change et pétrole

Indicateurs	Variation hebdomadaire	Variation sur un an glissant	24/10/2024
Bourse (IPC)	-1,32%	8,00%	51 790,55 points
Change MXN/USD	-0,30%	8,64%	19,84
Change MXN/EUR	-0,74%	11,09%	21,46
Prix du baril mexicain	1,19%	-19,62%	66,22

# Amérique centrale

## Régional

**Le FMI maintient ses estimations de croissance économique pour les pays d'Amérique centrale.** Selon la révision publiée mardi 22 octobre, l'institution réitère des prévisions de croissance positives pour la région, au-dessus de la moyenne latinoaméricaine. Toutefois, le FMI met en garde contre certains risques liés aux tensions géopolitiques mondiales, qui pourraient avoir un impact sur les petites économies. Enfin, il souligne la poursuite du processus de désinflation mondiale avec une inflation des services qui resterait cependant élevée dans plusieurs régions.

Prévisions de croissance pour la région centraméricaine (%)

	2024	2025	2029
Guatemala	3,5	3,6	3,8
El Salvador	3	3	2,8
Honduras	3,6	3,5	3,8
Nicaragua	4	3,8	3,5
Costa Rica	4	3,5	3,5
Panama	2,5	3	4
Amérique Latine et Caraïbes	2,1	2,5	2,6

**L'Amérique centrale et la République dominicaine auraient investi près de 14 M USD depuis 2022 dans le corridor sec à travers un programme de la FAO.** Cette somme a été mobilisée à destination des projets visant à améliorer la résilience climatique et le développement économique dans le corridor sec et les zones arides des pays du Système d'intégration de l'Amérique centrale (SICA). Les investissements se sont concentrés sur des « domaines prioritaires » tels que le zonage agricole pour les risques climatiques (ZARC), la cartographie numérique des sols, le soutien aux micro, petites et moyennes entreprises avec des outils numériques, et le renforcement des Instituts nationaux pour l'innovation, le développement et la recherche agricole (INIA).

## Costa Rica

**Le taux de pauvreté au Costa Rica serait tombé à 18 % en 2024 selon l'Institut national de la statistique et du recensement (INEC).** La réduction est statistiquement significative puisqu'elle serait de 3,8 points de pourcentage (p.p.) par rapport à 2023 quand l'INEC avait calculé l'indicateur à 21,8 %. Quant à l'extrême pauvreté, elle aurait également diminué, passant de 6,3 % en 2023

à 4,8 % en 2024. Selon l'INEC, deux facteurs seraient à l'origine de cette baisse : la diminution du seuil de pauvreté et l'augmentation des revenus de certains ménages. Les tendances baissières s'observeraient à travers tout le pays. En zone rurale, le pourcentage de ménages en situation de pauvreté aurait diminué de 4,3 p.p., pour atteindre 22,1 % en 2024. En milieu urbain, il serait tombé à 16,4 % en 2024, soit une réduction de 3,7 p.p. par rapport à 2023. Une dynamique similaire serait observée concernant l'extrême pauvreté. La région Centrale resterait celle avec les niveaux de pauvreté et d'extrême pauvreté les plus bas du pays, inférieurs à la moyenne nationale. En revanche, les régions de Brunca et Huetar Caribe sont celles qui présenteraient les niveaux de pauvreté les plus élevés, dépassant les 25 %.

### **Standard & Poor's (S&P) a relevé la perspective de la note souveraine du Costa Rica de « stable » à « positive » en raison du renforcement du profil extérieur du pays et de sa capacité à attirer les investissements directs étrangers (IDE).**

En effet, S&P souligne que les IDE auraient enregistré une croissance notable en 2023, atteignant 4,7 Mds USD contre 3,7 Mds USD en 2022. L'agence de notation s'attend à ce que le PIB par habitant du Costa Rica atteigne 17 517 USD en 2024 et continue d'augmenter. De plus, la croissance économique en 2023 aurait été meilleure que prévue, à +5,1 % (FMI) et resterait relativement élevée en 2024 (à 4 %). La note souveraine du Costa Rica reste en grade spéculatif (BB-). Le ministère des Finances considère que l'amélioration de la perspective de la notation souveraine par S&P témoigne des bons résultats de la politique économique du pays et des efforts visant à améliorer sa viabilité budgétaire.

## **El Salvador**

**Le Salvador rachète 1 Md USD d'obligations grâce à un mécanisme d'échange dette-nature.** Le gouvernement du Salvador (GOES) a annoncé avoir déjà racheté 1 Md USD des obligations proposées au rachat, soit 14 % des obligations disponibles entre 2027 et 2052. Cette opération a été réalisée sous la forme d'un échange dette-nature, de sorte que les économies réalisées seront affectées à la conservation du bassin de la rivière Lempa (à hauteur de 350 M USD). JP Morgan et JP. Morgan Securities seraient respectivement le prêteur de l'opération et l'institution intermédiaire pour l'offre publique des obligations. La Banque de développement étasunienne (DFC) aurait fourni 1 Md USD d'assurance contre le risque politique (PRI) et la Banque de développement de l'Amérique latine et des Caraïbes (CAF) aurait fourni une lettre de crédit standby (SBLC) de 200 M USD.

**Les exportations du Salvador auraient chuté de 5 % g.a. à août 2024 selon la Banque centrale (BCR).** Les chiffres de la BCR indiquent une croissance de 4,4 % g.a. du déficit commercial entre janvier et août 2024. Les exportations salvadoriennes de biens et de services auraient atteint 4,3 Mds USD sur cette

période, soit une baisse de 255,2 M USD g.a. Les États-Unis ont été la principale destination de ces exportations à hauteur de 1,4 Mds USD, devant les autres pays d'Amérique centrale, le Mexique et la Chine. Sur la même période, les importations n'ont augmenté que de 0,3 % g.a., pour atteindre 10,2 Mds USD, principalement en provenance des États-Unis et de la Chine, qui fournissent près de 40 % des importations salvadoriennes.

## Guatemala

**Selon la Banque centrale du Guatemala (Banguat), les investissements directs étrangers (IDE) devraient atteindre 1,6 Md USD en 2024.** Le Mexique et les États-Unis représenteraient environ 77 % des IDE du pays. Le président de Banguat, Álvaro González Ricci, a également assuré que la situation macroéconomique du pays était solide, avec une croissance prévue pour 2024 comprise entre 3,5 à 3,7 %.

## Honduras

**Le FMI a mené les deux premières révisions de son accord économique au Honduras, pour lesquelles environ 200 M USD seront déboursés.** Les autorités honduriennes et l'équipe du FMI sont parvenues à un accord sur les politiques économiques nécessaires pour mener à bien les première et deuxième revues des accords au titre de la Facilité élargie de crédit (FEC) et du Mécanisme élargi de crédit (MEDC). L'accord sera soumis à l'approbation du conseil d'administration du FMI dans les prochaines semaines. L'entité avance que l'économie hondurienne reste « résiliente malgré le contexte mondial difficile et l'impact du choc climatique El Niño ».

**Les envois de fonds (remesas) vers le Honduras auraient enregistré une hausse de 5 % g.a. entre janvier et septembre 2024.** Selon la Banque centrale du Honduras (BCH) les remesas auraient atteint 7,1 Mds USD à septembre 2024. Les États-Unis (91,1 %), l'Espagne (5,3 %) et le Mexique (0,6 %) ont été les principales sources.

## Nicaragua

**Les IDE auraient enregistré une croissance de 11,3 % g.a. au S1 2024 en valeur courante, soit une baisse de 2 % g.a. en flux nets.** Selon la Banque centrale du Nicaragua (BCN), le pays aurait attiré 1,5 Md USD entre janvier et juin 2024, soit 16,7 % du PIB, contre 1,4 Md USD l'année précédente (17,1 % du PIB). Selon la BCN, les flux nets d'IDE sur cette période s'élèveraient à 810,3 M USD. Les flux bruts d'IDE proviennent principalement des décaissements reçus des sociétés-mère et/ou de sociétés non-résidentes liées (50,8 % du total) ; viennent ensuite

les bénéfiques générés au cours de la période, soit 543,4 M USD (34,2 % du total), et les nouveaux apports de capitaux, soit 238 M USD (15 % du total).

## Panama

**Pour la deuxième fois, l'Assemblée nationale recommande au ministère des Finances (MEF) de réajuster le projet de loi définissant le budget général 2025.** La Commission budgétaire a recommandé au MEF de revoir en particulier les budgets de l'Autorité Nationale de Décentralisation et du ministère de l'Éducation, et de réintroduire les subventions pour le gaz de pétrole liquéfié ainsi que les taux préférentiels pour les prêts hypothécaires. Le ministère de l'Éducation devait disposer d'un budget de 3,6 Mds USD pour 2025, un chiffre qui ne serait pas conforme aux dispositions de la loi 362 de février 2023 qui stipule qu'à partir de 2024, les dépenses publiques et les investissements dans l'éducation ne doivent pas être inférieurs à 7,0 % du PIB. Les députés ont également contesté le fait que l'Autorité Nationale de Décentralisation reçoive une dotation budgétaire inférieure de 29 % à la dotation de 2024.

**L'Autorité du tourisme du Panama (ATP), Promtur, et Copa Airlines ont officiellement lancé leur campagne conjointe « Panama Stopover », qui vise à attirer 300 000 touristes par an d'ici 2026.** Le programme « Panama Stopover » permet aux passagers en transit par l'aéroport international de Tocumen de faire une escale gratuite au Panama, de 24 heures à sept jours, sans frais supplémentaires sur le billet d'avion. Grâce à des alliances avec une soixantaine d'hôtels, restaurants, et attractions touristiques, le Panama aurait attiré 150 000 touristes en 2024, dont 8 % grâce au programme. Les retombées économiques de « Panama Stopover » seraient de l'ordre de 206 M USD en 2024. 60% des passagers de ce programme viendraient d'Équateur (18 %), d'Argentine (16 %), des États-Unis (15 %) et du Brésil (11 %).

## Caraiïbes

### Barbade

**Le FMI accepte d'ajuster les surcharges sur les prêts pour relâcher la pression financière sur les micro-Etats, une mesure longtemps défendue par le gouvernement de La Barbade selon le ministre des Affaires Étrangères et du Commerce de ce pays.** Les services du Fonds ont en effet annoncé que *« dans le contexte d'un environnement économique difficile et de taux d'intérêt mondiaux élevés, le Conseil d'administration du FMI est parvenu [le 11 octobre] à un consensus sur un ensemble complet de réformes visant à réduire considérablement le coût de l'emprunt pour les pays membres tout en*

*préservant la capacité financière du FMI à soutenir les pays dans le besoin* ». Le nombre de pays soumis à ces surcharges au cours de l'exercice 2026 devrait passer de 20 à 13. Le ministre, lors d'une allocution devant le groupement des industries de services (BICS), a mis en avant l'engagement de la Barbade pour souligner l'injustice de ces politiques de surcharges pour des Etats déjà en situation de surendettement, situation aggravée par la nécessité de s'adapter urgemment au changement climatique.

## Jamaïque

**La Jamaïque pourrait devenir le premier pays des Caraïbes à intégrer l'énergie nucléaire dans son mix énergétique grâce à la signature d'un protocole d'accord (MoU) avec les Canadian Nuclear Laboratories (CNL) et l'Atomic Energy of Canada Limited (AECL).** Cet accord marque un premier pas vers l'introduction dans le pays de l'énergie nucléaire et le développement de hautes compétences techniques associées. Ces technologies et compétences pourraient être appliquées dans divers domaines tels que l'adaptation au changement climatique à travers des applications dans l'agriculture, la gestion de l'eau, la gestion des déchets ou encore l'utilisation de radio-isotopes pour le traitement du cancer. La technologie envisagée est encore en cours de développement dans le monde, celle des réacteurs nucléaires modulaires (SMR), fabriqués en usine et assemblés sur site et qui pourraient produire 300 MW. Bien que des inquiétudes subsistent au sein de la population, le gouvernement assure que la sécurité publique sera une priorité, celui-ci devant également mettre en place une réglementation pour ce secteur. L'énergie nucléaire représente aussi un enjeu économique pour la Jamaïque car elle pourrait contribuer à réduire sa dépendance aux énergies fossiles et à diminuer le coût pour les consommateurs.

## Cuba

**L'arrêt de la principale centrale thermique de Cuba a provoqué une panne sur tout le système électrique de l'île vendredi 18 octobre.** Cette paralysie a privé de courant la totalité de la population pendant plus de quatre jours. Jeudi, à la veille de la panne générale, le Premier ministre avait annoncé que Cuba se trouvait dans une situation d'urgence énergétique face aux difficultés pour acheter le combustible nécessaire à l'alimentation de ses centrales. En conséquence le gouvernement avait repris des mesures mises en place par le passé telles que la suspension de services non essentiels, y compris les centres d'enseignement, afin de donner la priorité à l'approvisionnement en électricité du secteur résidentiel. Le retour progressif de l'électricité depuis lundi a permis de remettre le courant à 70 % des foyers. En septembre 2022, l'île avait déjà connu un blackout généralisé après le passage de l'ouragan Ian qui avait frappé l'ouest de l'île. Contrairement à la fois précédente, le manque de carburant ainsi que la fragilité du réseau électrique ont été à l'origine de cette panne

générale. Les pannes de courant à répétition ne sont pas nouvelles à Cuba. Depuis les années 1990, le pays est en proie à des coupures d'électricité due notamment à des centrales électriques obsolètes datant de l'époque soviétique. Cuba exploite en complément cinq centrales électriques flottantes d'origine turque, en plus de groupes électrogènes. L'île consomme près de 8 M de tonnes de carburants chaque année et la production nationale ne permet que de couvrir que 40 % de la consommation interne.

## Haïti

**Le 18 octobre 2024, le Conseil d'administration de la Banque mondiale a approuvé un financement supplémentaire de 20 MUSD pour le projet « Haïti : Énergie renouvelable pour tous ».** Ce financement sous forme de don, vise à améliorer l'accès à l'électricité pour les ménages, les entreprises et les services communautaires, et à augmenter les investissements dans les énergies renouvelables (construction de 5 à 12 MW d'énergie renouvelable avec panneaux solaires et batteries de stockage). Actuellement, seulement 47,1 % de la population haïtienne dispose d'un accès à l'électricité. Le secteur de l'électricité en Haïti est limité par des pénuries de carburant et une faible performance de l'Électricité d'Haïti (EDH). Le financement additionnel permettra d'étendre l'accès à l'électricité propre et fiable, de soutenir la construction de capacités d'énergie renouvelable et de fournir une assistance technique.

## République Dominicaine

**Le 19 octobre 2024, le Président dominicain Luis Abinader a annoncé le retrait du projet de réforme fiscale, qui visait globalement à augmenter les recettes publiques et à réduire la dette publique.** Avec un déficit fiscal qui étouffe le pays, le gouvernement se voit contraint d'emprunter constamment pour boucler son budget, ce qui augmente la dette et les intérêts à payer. Actuellement, 25 % des recettes publiques sont consacrés au paiement des intérêts de la dette. Cependant, la proposition de réforme fiscale a suscité de l'incertitude et du rejet parmi tous les secteurs économiques. La solution privilégiée semble être l'augmentation des recettes en luttant contre l'évasion fiscale (47 % d'évasion sur la TVA et 63 % d'évasion sur l'Impôt sur le Revenu). D'autres propositions incluent la fusion de la Direction Générale des Douanes avec la Direction Générale des Impôts et l'utilisation de la technologie (IA) pour détecter les fraudes fiscales.

## Trinité-et-Tobago

**Selon l'Office centrale des statistiques (CSO), l'inflation en septembre 2024 à Trinité-et-Tobago serait de 0,4 % en g.a.** Ce taux constitue une baisse

significative par rapport au taux d'inflation de 3,9 % enregistré en septembre 2023, ce qui indiquerait une période de relative stabilité des niveaux de prix. L'indice des prix des aliments et des boissons non alcoolisées a affiché une hausse de 0,7 %, tiré par l'augmentation des prix de quelques articles comme le poulet, les concombres, les carottes, le riz. Ces hausses de prix ont néanmoins été atténuées par la baisse des prix de plusieurs autres articles, tels que les oignons, la farine blanche et les œufs.

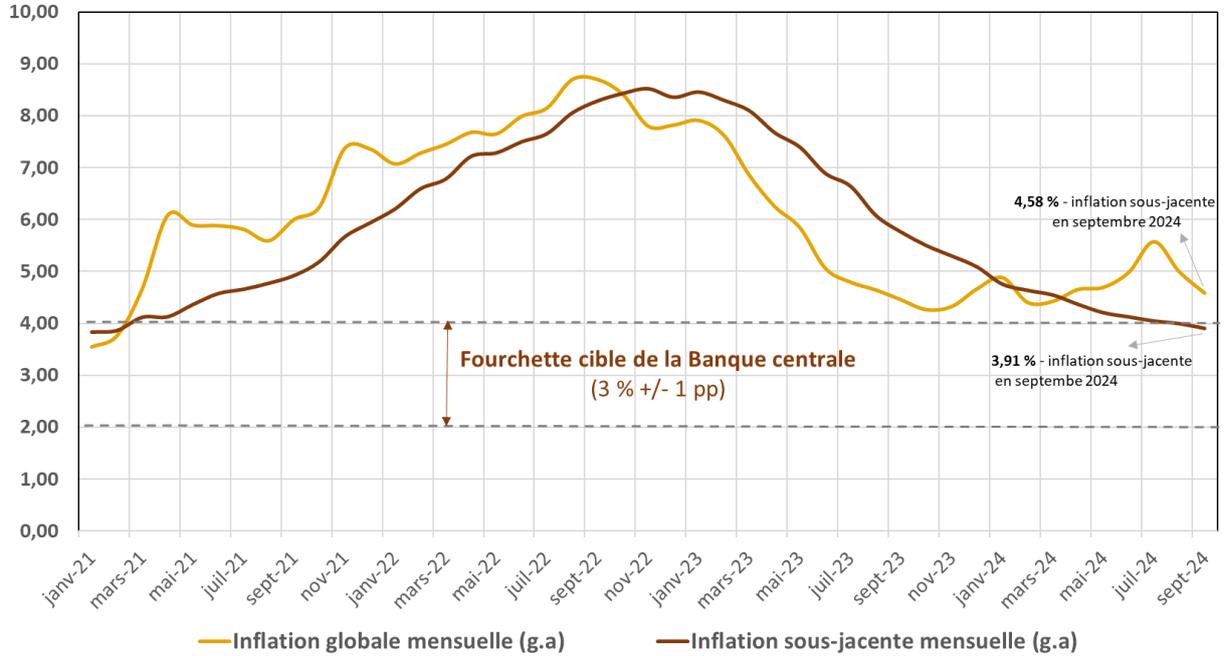
## Principaux indicateurs macroéconomiques pour les pays de la zone Mexique, Amérique centrale et Caraïbes

Pays	Population (millions d'hab., 2022)	PIB nominal (Mds USD, 2023)	Croissance du PIB 2020	Croissance du PIB 2021	Croissance du PIB 2022	Croissance du PIB 2023	Prévision FMI 2024	Dette publique (% PIB, 2024, prév FMI)	Inflation (2024, prév FMI)	Taux d'intérêt directeur
Mexique	132,3	1 788,8	-8,40%	6%	3,7%	3,2 %	1,5%	57,7%	4,7%	10,75%
Belize	0,4	3,1	-13,7 %	17,9 %	9,8%	4,7 %	5,4%	62,7%	3,3%	2,25 %
Costa Rica	5,3	86,5	-4,3 %	7,9 %	4,6 %	5,1 %	4 %	61,2%	-0,3%	4,25%
Guatemala	17,9	104,4	-1,8 %	8 %	4,2%	3,5 %	3,5 %	27,8%	3,6%	4,75%
Honduras	10,7	34,3	-9 %	12,6%	4,1%	3,6%	3,6%	43,9%	4,6%	4,00%
Nicaragua	6,7	17,4	-1,8 %	10,3 %	3,8 %	4,6%	4,0%	39,3%	5 %	7,00 %
El Salvador	6,4	34	-7,9 %	11,9 %	2,8 %	3,5 %	3,0%	84,8%	1,0%	--
Haïti	12,4	19,6	-3,3 %	-1,8%	-1,7 %	-1,9 %	-4,0%	14,0%	26,0%	10,00%
Jamaïque	2,8	19,3	-9,9 %	4,6 %	5,2 %	2,6%	1,3%	67,9%	5,8%	6,50%
Panama	4,5	83,4	-17,7 %	15,8 %	10,8 %	7,3 %	2,5 %	54,6%	1,3%	--
République Dominicaine	10,8	121,8	-6,7 %	12,3 %	4,9 %	2,4 %	5,1%	59,2%	3,4%	6,50%
Cuba	11,2	25,3	-10,9 %	+ 1,3 %	3,2 % (EIU)	3,8 % (EIU)	3,6 % (EIU)	129,4 % (EIU)	36,8 % (EIU)	--

Source : FMI, World Economic Outlook, Octobre 2024

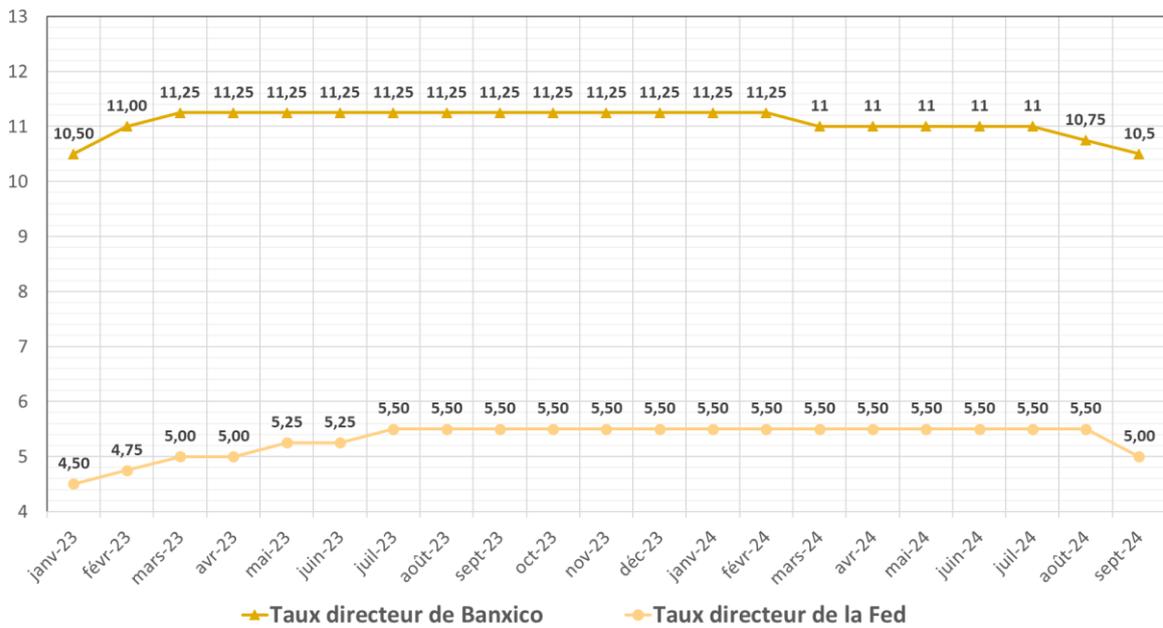
—  
**Annexe Graphique Mexique**  
 —

**INFLATION GLOBALE ET SOUS-JACENTE MENSUELLE**  
 (% , g.a.)



**Source :** Institut National de la Statistique et de la Géographie, Banque centrale du Mexique

**DIFFERENTIAL DE TAUX DIRECTEUR**  
**ENTRE BANXICO ET LA RESERVE FEDERALE AMERICAIN ( % )**

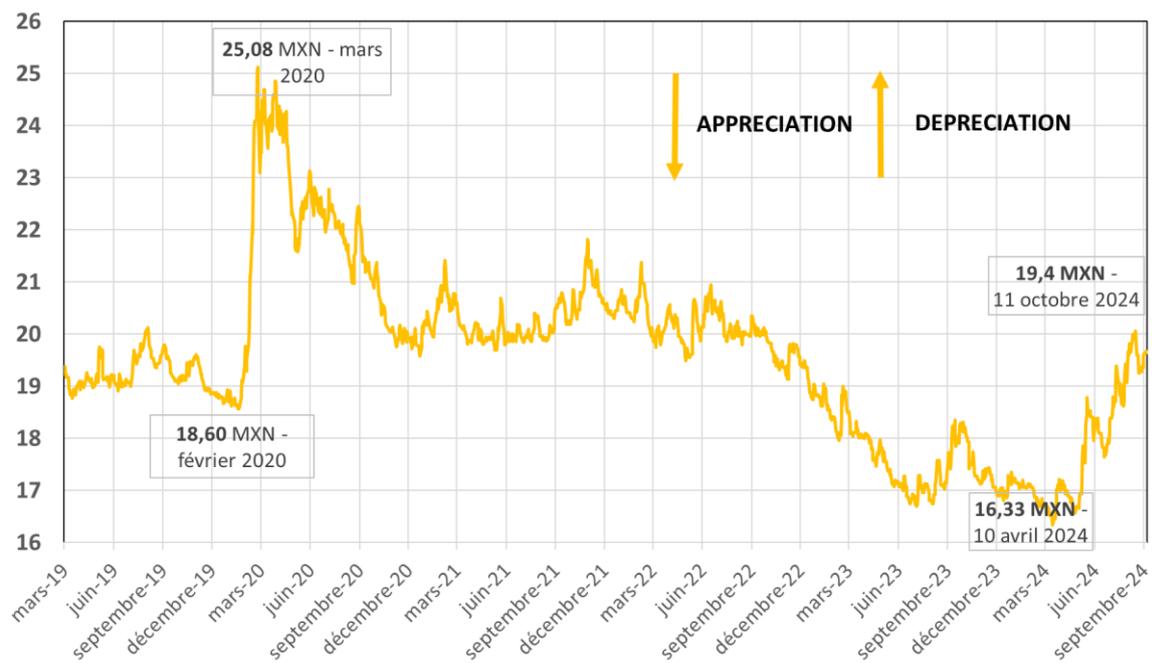


**Source :** Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

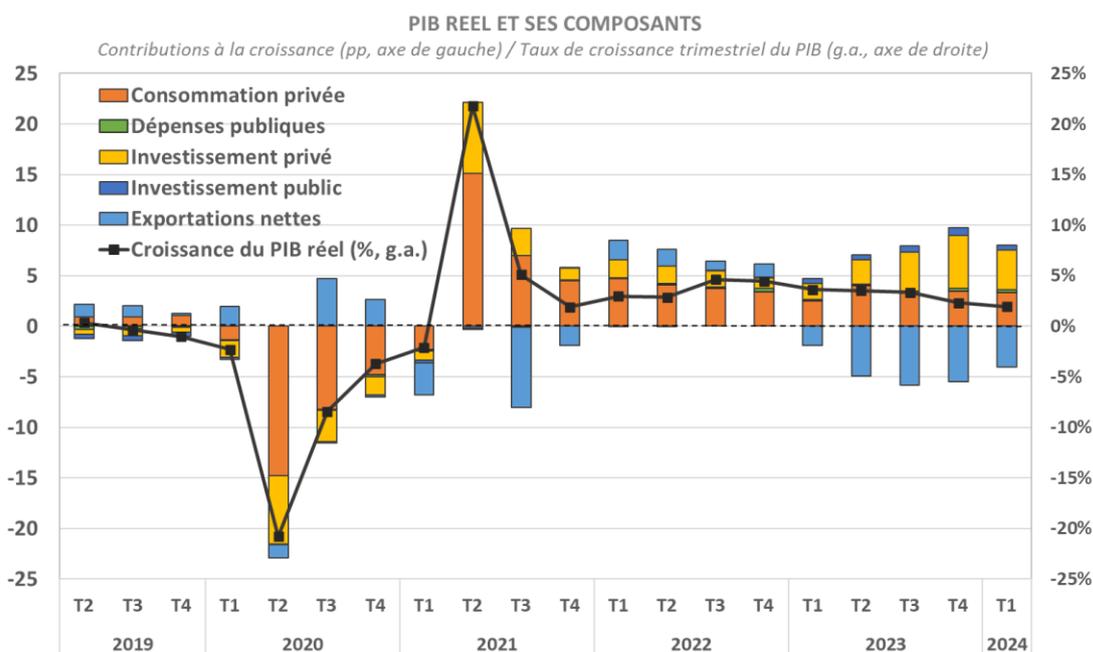
date	Taux directeur de Banxico	Taux directeur de la Fed	Différentiel (pdb)
janv-23	10,50	4,50	600
févr-23	11,00	4,75	625
mars-23	11,25	5,00	625
avr-23	11,25	5,00	625
mai-23	11,25	5,25	600
juin-23	11,25	5,25	600
juil-23	11,25	5,50	575
août-23	11,25	5,50	575
sept-23	11,25	5,50	575
oct-23	11,25	5,50	575
nov-23	11,25	5,50	575
déc-23	11,25	5,50	575
janv-24	11,25	5,50	575
févr-24	11,25	5,50	575
mars-24	11	5,50	550
avr-24	11	5,50	550
mai-24	11	5,50	550
juin-24	11	5,50	550
juil-24	11	5,50	550
août-24	10,75	5,50	525
sept-24	10,5	5,00	550

Source : Banque centrale du Mexique, Réserve Fédérale Américaine

### EVOLUTION DU TAUX DE CHANGE (MXN/USD)

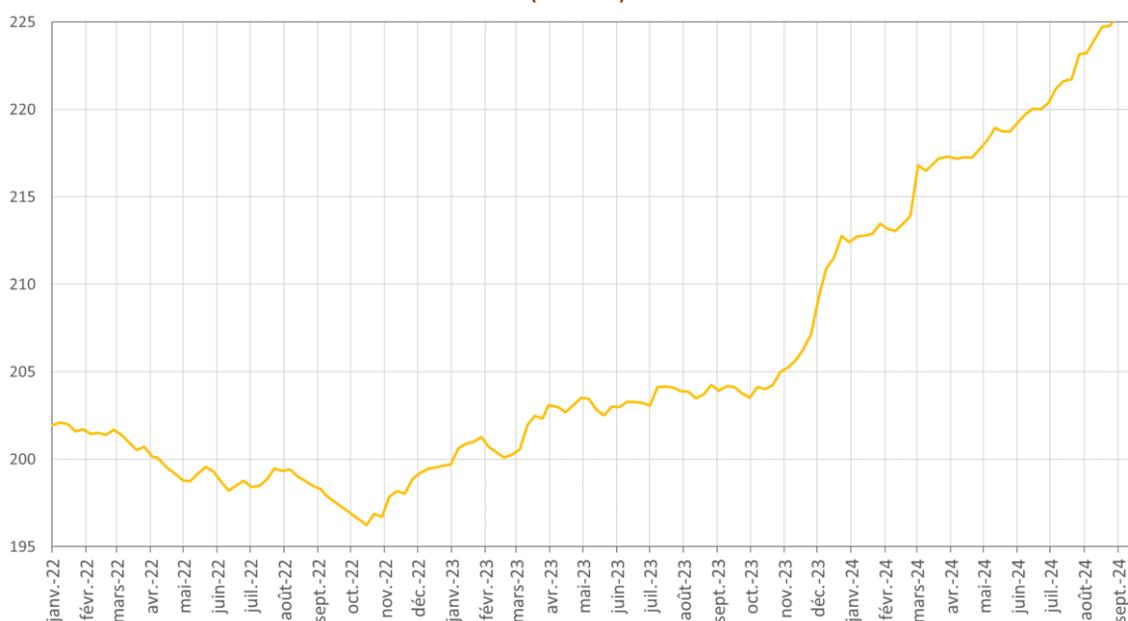


Source : Banque centrale du Mexique



Source : Banque centrale du Mexique, Base 2018 prix courant, séries corrigées des variations saisonnières (calculs : SER)

### NIVEAU DES RESERVES INTERNATIONALES DE CHANGES (Mds USD)



Source : Banque centrale du Mexique

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

[www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

Responsable de la publication : Service économique régional de Mexico

Rédaction : SER de Mexico, en collaboration avec les SE de Guatemala, Panama, La Havane et Saint-Domingue

Abonnez-vous : [mexico@dgtresor.gouv.fr](mailto:mexico@dgtresor.gouv.fr)